Les riches étrangers doivent payer plus pour s'installer au Royaume-Uni

17/11/2014 à 15h39

Londres a durci les règles d'obtention d'un visa «investisseur» pour les non-Européens fortunés. Ceux-ci doivent désormais investir 2 millions de livres (2,5 millions d'euros) sur cinq ans dans l'économie britannique, contre 1 million auparavant.



«Combattre les abus tout en renforçant la réputation du Royaume-Uni de terrain excellent pour les affaires.» C'est ainsi que James Brokenshire, ministre britannique de l'Immigration et de la Sécurité, résume l'esprit de la réforme de la politique d'immigration outre-Manche, entrée en vigueur le 6 novembre. Cette réforme durcit notamment les règles pour les titres de séjour accordés aux étrangers fortunés qui investissent dans le pays afin de pouvoir y résider.

D'après le ministère de l'Intérieur britannique, qui a

récemment dévoilé ces chiffres au Times, les autorités britanniques ont délivré 735 de ces visas «investisseur» entre juin 2013 et juin 2014, soit une hausse de 40% en un an. Avec 295 permis obtenus, les Chinois ont été la première nationalité concernée, suivis des Russes (180).
Ces non-Européens doivent désormais investir 2 millions de livres sterling (2,5 millions d'euros) sur cinq ans au Royaume-Uni, contre 1 million auparavant, pour obtenir un visa «investisseur». Le texte, qui a été présenté au Parlement le 16 octobre, stipule d'autre part que l'intégralité des fonds investis devront soutenir l'économie du pays, c'est-à-dire être investis dans des participations au capital d'entreprises britanniques ou en obligations du Trésor. Jusqu'alors, les riches étrangers pouvaient consacrer 25% de leur investissement à des placements immobiliers. Ce changement vise – même si le Home Office ne le dit pas explicitement – «rassurer les Britanniques angoissés» face à la spéculation immobilière, commente le Financial Times.

(…) Le Figaro